

# Créer et maintenir les lois comme les logiciels libres sur GitHub ou Wikipédia ?

Lorsque vous parcourez un article de l'encyclopédie libre Wikipédia, vous pouvez bien évidemment le lire, mais aussi écrire (le fameux bouton « Modifier ») et consulter tout son historique, sans oublier converser autour avec les autres contributeurs (lien « Discussion »). Il en va de même avec tout logiciel libre déposé sur une plateforme collaborative comme celle de GitHub par exemple (dont l'approche et les fonctionnalités sociales ont donné un coup de vieux à Sourceforge).

Il y a là une manière bien spécifique de fonctionner et une invitation à s'impliquer.

Dans la mesure où Wikipédia ou GNU/Linux sont d'incontestables réussites, l'un des plus célèbres *penseurs du Net*, Clay Shirky, s'est récemment demandé, au cours d'une brillante intervention TED, si on ne pouvait pas fortement s'en inspirer pour faire évoluer la politique en générale et l'élaboration de nos lois en particulier.

Ce que l'on pourrait résumer également ainsi : est-ce que le logiciel libre a des choses à dire, voire à enseigner, à la démocratie ?



## Peut-on améliorer la politique avec les outils du logiciel libre ?

Could we use open-source tools to improve politics?

*Mathew Ingram – 29 septembre 2012 – Gigaom.com*

*(Traduction : Lamessen, Barbidule, Evpok, David, peupleLa)*

Les principes du logiciel libre ont contribué à créer de nombreux logiciels efficaces et utiles, y compris le système d'exploitation GNU/Linux et la surpuissante ressource que représente Wikipédia. Cette même approche pourrait-elle être utilisée pour ouvrir le processus de création des lois ? Clay Shirky assure que c'est possible.

La philosophie du logiciel libre a permis entre autres de construire un système d'exploitation et une encyclopédie collaborative de grande qualité. Pourrait-on en faire de même avec la législation et la politique ? C'est ce que le

théoricien de la communication Clay Shirky a proposé dans une récente et remarquée conférence TED (Technologie Entertainment Design) à Edimbourg. L'idée est alléchante, employer les méthodes de GNU/Linux et Wikipédia pour rendre les gouvernements plus ouverts et impliquer davantage les concitoyens, mais est-ce véritablement transposable ? L'écriture de logiciels et de services Web est très différente de celle des lois, et l'histoire du logiciel libre a connu son lot de guerres quasi-religieuses. Mais c'est peut-être notre meilleur espoir.

Après avoir fait une sorte de tour d'horizon du mouvement open source, en accordant la part belle à GNU/Linux, Shirky a consacré une grande partie de son discours à Github, plateforme collaborative et sociale de dépôt de logiciels qui permet à n'importe qui d'éditer, de « forker » en créant sa propre version, et de suivre les changements que font les autres. De GitHub à l'idée de législation collaborative, il n'y a qu'un pas. Et c'est ce que Shirky semble avoir à l'esprit. Il y a déjà eu quelques tentatives de réalisation directement via GitHub. Ainsi un développeur allemand a, par exemple, déposé l'intégralité des lois allemandes sur la plateforme. De cette façon, les citoyens peuvent recommander et suivre les changements.

C'est séduisant sur le papier : une simple plateforme logicielle dédiée à la collaboration pourrait changer la façon dont on développe et met en oeuvre les lois. Mais est-ce réaliste ?

Beaucoup de sceptiques disaient au départ que Wikipédia n'avait aucune chance de marcher. Pourtant elle est bel et bien là et sa réputation et fiabilité sont excellentes, malgré quelques ratés comme l'incident récent impliquant l'auteur Philip Roth. Il est vrai cependant que de nombreux critiques pensent que la « cabale » des éditeurs qui contrôlent l'encyclopédie collaborative a trop de pouvoir.

Force est de reconnaître que le fonctionnement des gouvernements reste de toutes les façons trop opaque à l'ère d'Internet, et donc que Github ne peut pas faire empirer les choses. D'ailleurs Shirky n'est pas le seul à le penser : le développeur Abe Voelker a proposé un « Github pour lois » qui propose exactement la même approche pour concevoir des lois collaborativement. D'autres expériences basées sur ces mêmes idées d'ouverture ont déjà eu lieu en Finlande, Irlande et surtout en Islande avec la rédaction collective de sa nouvelle Constitution (*NdT : lire à ce sujet L'Islande, la crise, la révolution et moi et on notera en France l'initiative d'Étienne Chouard avec sa Constitution nationale d'origine citoyenne sur un wiki*).

Un des problèmes posés par la transposition d'une solution technique comme Github à un processus culturel et politique de grande ampleur, c'est que créer des lois, même mineures, est très différent de bidouiller un bout de code afin que GNU/Linux puisse reproduire les styles de polices de caractères Windows, ou encore modifier l'article sur George Bush dans Wikipédia (sachant que ces deux exemples en apparence inoffensifs ont donné lieu à de vives polémiques au sein de leur communauté respective). Comment peut-on dès lors espérer que des politiciens puissent, dans les faits, se servir d'un processus similaire pour changer la manière dont fonctionne le gouvernement, le parlement et ses lois ? Comme le suggère Shirky dans sa conférence, il y a une bureaucratie bien installée qui n'a probablement aucun intérêt à renoncer à ce contrôle au profit du bon peuple.

Dans son livre « Here comes Everybody », Shirky a montré l'impact positif d'Internet sur la dynamiques des groupes. Son admiration pour Github semble prendre place dans une recherche d'outils collaboratifs et ouverts axée sur l'humain. Il est clair que nous en avons besoin, et même si Github n'est peut-être pas la bonne réponse, à ce stade, tout peut valoir la peine d'être tenté.

*Crédit photo : Fabricio Zuardi (Creative Commons By)*